

LES PERSPECTIVES

L'observation du contexte géopolitique aide à distinguer les grandes tendances du moment. Globalisation de la notion de sécurité, lien entre sécurité et développement, réaction face à l'urgence que requièrent des situations exceptionnelles... s'imposent aujourd'hui dans le paysage et conduisent à privilégier une approche globale en termes de réponse.

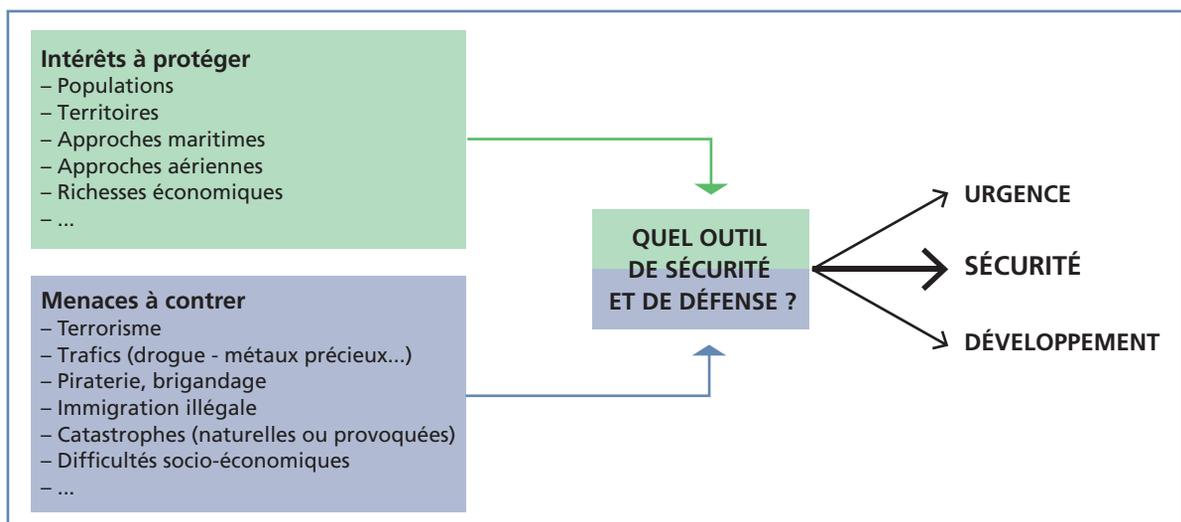


Le triptyque « sécurité / urgence / développement »

En Afrique subsaharienne notamment, la confrontation des intérêts fondamentaux à protéger face aux menaces majeures actuelles conduit à organiser l'outil de sécurité et de défense autour de trois piliers : « sécurité, urgence, développement ».

Cette approche permet de donner un caractère concret à une réponse globale, tant pour ce qui est du continuum défense-sécurité intérieure que du lien existant entre sécurité et développement. Des projets de type « service civique d'action au développement » ou « réponse à l'urgence », au caractère dual bien marqué – véritablement utiles à la stabilité – et au bénéfice politique évident, semblent particulièrement bien adaptés au contexte général d'aujourd'hui.

Le triptyque sécurité/urgence/développement :
« organiser l'outil de sécurité et de défense autour de trois piliers »



Sécurité

S'organiser autour du pilier central « sécurité globale » (défense, sécurité intérieure et protection civile) implique d'aider nos partenaires à développer des forces articulées et coordonnées, capables de prendre en charge la protection de la population, la sécurité intérieure, la surveillance des frontières et leurs approches, celle des ressources naturelles, ainsi qu'à assumer leurs responsabilités internationales, notamment en matière d'opérations de maintien de la paix.



Urgence

Prendre en compte l'urgence revient à s'organiser en matière de protection civile pour être en mesure d'apporter une réponse au plus tôt aux grandes catastrophes, naturelles (inondations, cyclones, tempêtes, sécheresse...) ou accidentelles (pollutions majeures, attentats de grande ampleur...). Il s'agit d'aider à structurer et à organiser les capacités d'intervention spécialisée existant déjà dans les outils de défense, à adopter les procédures nécessaires pour répondre, le moment venu, à l'urgence. Parallèlement, il convient de structurer une véritable capacité dans ce domaine et de faire monter en puissance un outil spécifique de protection civile.



Développement

Considérer le pilier « développement » en termes de coopération d'ordre sécuritaire correspond au fait que beaucoup de pays partenaires connaissent une démographie en très forte expansion, des difficultés de formation et d'insertion d'une jeunesse, première victime d'une potentielle instabilité et un besoin de développement marqué. Chaque acteur de l'État doit participer, à sa façon, à l'effort national dans ce domaine. Aussi, consacrer au développement du pays une partie de l'outil de défense, aux effectifs souvent excédentaires, en s'appuyant sur un système de type service civique d'action au développement (SCAD), est imaginable.



À LA CHARNIÈRE DU LIEN ENTRE SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT... LE SERVICE CIVIQUE D'ACTION AU DÉVELOPPEMENT (SCAD)

Tenant compte des expériences menées dans certains pays africains (Madagascar, Djibouti, Tunisie, Burundi, Mozambique, Bénin...), le concept de Service Civique d'Action au Développement, adapté au contexte et aux besoins locaux, a pour objectif de contribuer à la formation de la jeunesse et au développement du pays, concourant ainsi à la stabilité et au développement économique.

Concrètement, il s'agit de proposer à de jeunes volontaires d'acquérir une formation professionnelle et de se parfaire dans ce futur métier en participant au développement du pays. Après une période d'adaptation puis de formation à un métier choisi, les stagiaires effectuent une phase d'application au profit du développement du pays, avant d'être insérés dans la vie économique locale.

Ce projet est effectué dans le cadre du ministère de la Défense, tout simplement pour bénéficier d'emblée de l'encadrement, du soutien logistique et de l'infrastructure d'un système déjà organisé. Les coûts sont ainsi considérablement diminués et le projet peut démarrer rapidement. De plus, il peut ainsi prendre également en compte les sureffectifs de jeunes soldats de pays en sortie de crise contraints de démobiliser rapidement.

Ce projet nécessite, outre une forte volonté politique, de connaître, au préalable, les capacités d'insertion du pays pour les futurs jeunes formés. De par sa nature, il est éligible au financement extérieur.

Le service civique d'action au développement : « formation à un métier choisi (...), avant d'être insérés dans la vie économique locale »

